PERIMETRY RESEARCH

Baromètre de la sécurité des collectivités françaises

Les intercommunalités, départements et régions de France protègent-ils bien leur site et leur messagerie ? Mesures passives de chacun de ceux que recense l'annuaire officiel de l'administration, comparées aux communes.

Édition de novembre 2026

1 382
collectivités étudiées

32,8 %
appliquent DMARC (quarantine ou reject)

15,5 %
ont A ou B

Perimetry Cloud
perimetry.cloud · Publiée le 14 novembre 2026

À propos de ce rapport

Perimetry Research publie des études sur la façon dont les organismes publics protègent leurs sites et leur messagerie, mesurée avec les mêmes contrôles passifs que Perimetry Cloud. Cette édition porte sur 1 382 intercommunalités, départements, régions et collectivités à statut particulier, et 1 668 domaines, avec les dix contrôles de l'étude des communes. Elle ne nomme que les collectivités qui font bien ; tous les autres chiffres sont des moyennes, et les problèmes graves sont signalés en privé, jamais publiés.

Sommaire

01 Synthèse 3

02 Principaux constats 4

03 Notes 5

04 Contrôle par contrôle 6

05 Par catégorie 8

06 Comparaison avec les communes 9

07 Les intercommunalités selon leur population 11

08 Des domaines partagés 12

09 Les collectivités qui font bien 13

10 Les intercommunalités par région 15

11 Derrière les chiffres 16

12 Problèmes graves 17

13 Recommandations 18

14 Méthodologie 19

15 À propos de Perimetry 22

01

Synthèse

1 382
collectivités étudiées

60
note moyenne sur 100

32,8 %
appliquent DMARC (quarantine ou reject)

15,5 %
ont A ou B

Note moyenne des 1 372 collectivités notées : 60 sur 100.

1. 77,8 % des collectivités notées publient une politique DMARC, mais seulement 32,8 % l'appliquent (quarantine ou reject). Sans politique appliquée, un message falsifié au nom d'une collectivité est en général distribué.
2. Côté sites : 98,7 % ont un certificat valide et 90,9 % renvoient les visiteurs de HTTP vers HTTPS ; 38,8 % utilisent HSTS d'au moins six mois.
3. 25,9 % de leurs domaines sont signés avec DNSSEC, et 2,6 % publient un enregistrement CAA qui désigne les autorités autorisées à émettre leurs certificats.
4. Les intercommunalités ont en moyenne 60 sur 100, les communes 47.
5. 1,2 % des mairies écrivent depuis le domaine de leur intercommunalité ou y publient leur site : quand il est bien protégé, elles le sont aussi.

02

Principaux constats

Où sont les collectivités sur Internet

Site web



domaine propre 98,8 % · partagé avec une autre collectivité 0 % · domaine d'une commune 0,7 %
plateforme de sites 0 % · page de réseau social 0 % · aucun indiqué 0,5 %

Adresse e-mail



domaine propre 89,7 % · partagé avec une autre collectivité 0 % · domaine d'une commune 1,4 %
messagerie grand public 1,6 % · aucun indiqué 7,3 %

DMARC : publié, rarement appliqué

77,8 % des collectivités notées publient une politique DMARC, mais seulement 32,8 % l'appliquent (quarantine ou reject). Sans politique appliquée, un message falsifié au nom d'une collectivité est en général distribué.

Les sites

Côté sites : 98,7 % ont un certificat valide et 90,9 % renvoient les visiteurs de HTTP vers HTTPS ; 38,8 % utilisent HSTS d'au moins six mois.

DNS : signatures et autorités de certification

25,9 % de leurs domaines sont signés avec DNSSEC, et 2,6 % publient un enregistrement CAA qui désigne les autorités autorisées à émettre leurs certificats.

Comparaison avec les communes

Les intercommunalités ont en moyenne 60 sur 100, les communes 47.

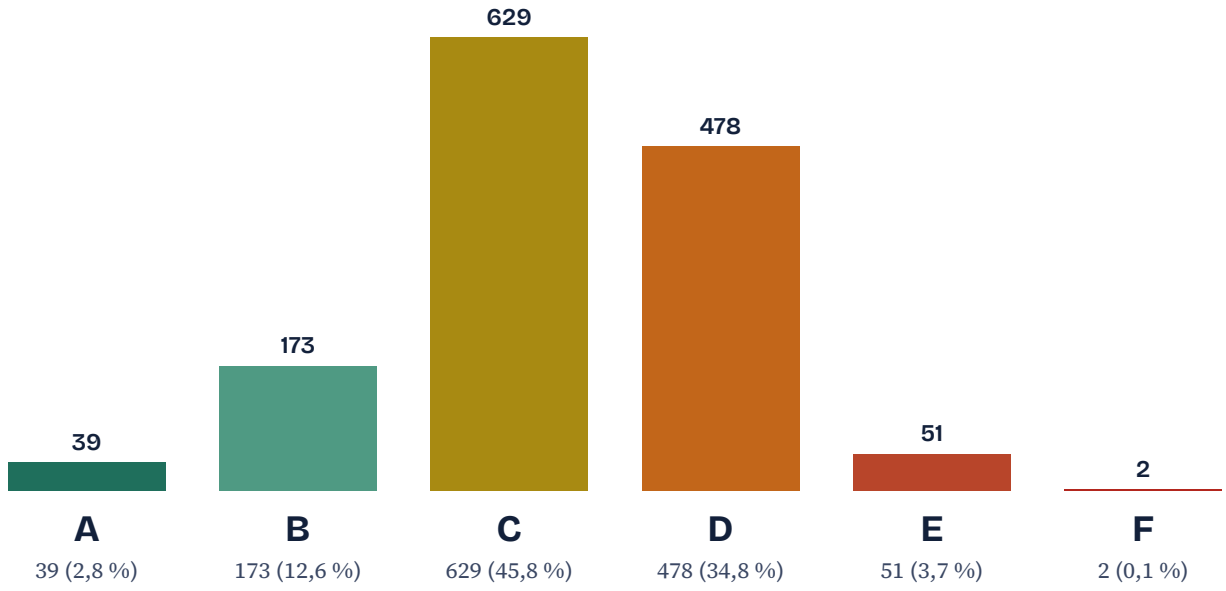
Des domaines partagés

1,2 % des mairies écrivent depuis le domaine de leur intercommunalité ou y publient leur site : quand il est bien protégé, elles le sont aussi.

03

Notes

Chaque collectivité qui a un domaine à elle reçoit une note : la part des dix contrôles qu'elle réussit, parmi ceux qui la concernent (la note de l'étude des communes). A à partir de 90, B de 75, C de 60, D de 40, E de 20, F en dessous.

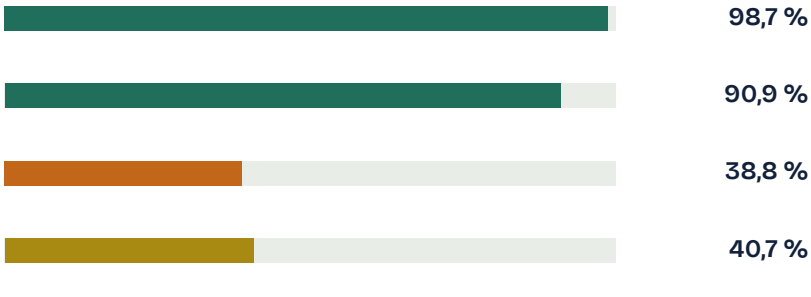


04

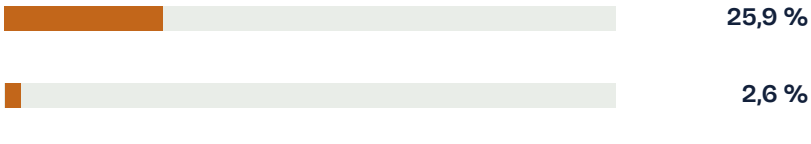
Contrôle par contrôle

Part des collectivités notées qui réussissent chaque contrôle, parmi celles qu'il concerne.

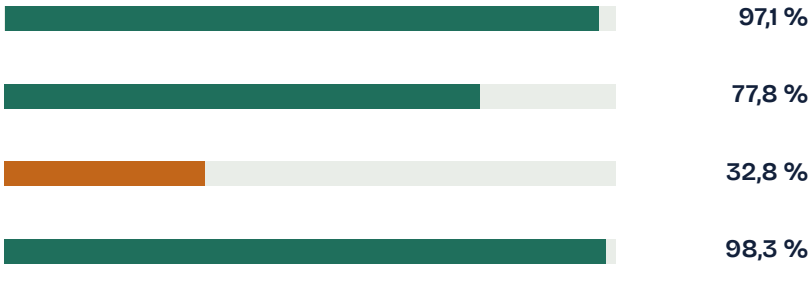
Site web



DNS



E-mail



Les dix contrôles	
Site web · Certificat HTTPS valide	Le site répond en HTTPS avec un certificat en cours de validité, émis pour son nom et reconnu par les navigateurs.
Site web · HTTP renvoie vers HTTPS	Quelqu'un qui tape l'adresse arrive sur le site chiffré, et non sur une page que n'importe qui sur le réseau peut lire ou modifier.
Site web · HSTS d'au moins six mois	Les navigateurs retiennent qu'il faut utiliser HTTPS : la première requête non chiffrée ne peut pas être détournée.
Site web · En-têtes de protection de base	X-Content-Type-Options: nosniff, et une protection contre l'affichage du site dans le cadre d'un autre site (X-Frame-Options ou frame-ancestors dans la CSP).
DNS · DNSSEC	Les réponses DNS du domaine sont signées : on ne peut pas faire croire à un résolveur que le site ou la messagerie de la collectivité sont ailleurs.
DNS · Enregistrement CAA	Le domaine désigne les autorités de certification autorisées à émettre des certificats à son nom.

Les dix contrôles	
E-mail · SPF strict	Le domaine liste les serveurs autorisés à envoyer son courrier et demande de rejeter ou de signaler les autres (-all ou ~all).
E-mail · Enregistrement DMARC	Le domaine publie une politique DMARC, la norme qui relie SPF et DKIM à l'expéditeur affiché.
E-mail · DMARC appliqué	La politique est quarantine ou reject : un message falsifié au nom de la collectivité part en indésirables ou est refusé, au lieu d'être distribué.
E-mail · Adresse sur un domaine public	L'adresse de l'annuaire est sur le propre domaine de la collectivité ou sur un domaine public mutualisé, et non sur une messagerie grand public (Orange, Gmail…) qu'elle ne maîtrise pas.

05

Par catégorie

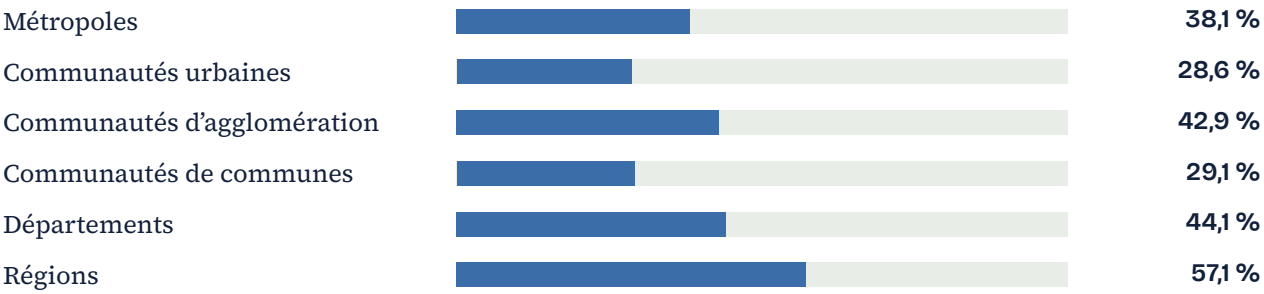
Les catégories de moins de dix collectivités notées ne sont pas détaillées, pour qu'aucune ne puisse être reconnue. La médiane est la note qu'atteint la moitié des collectivités notées.

Catégorie	Collectivités	Notées	Moyenne	A ou B	Site propre	DMARC appliqué	Médiane
Métropoles	21	21	68	33,3 %	100 %	38,1 %	–
Communautés urbaines	14	14	58	7,1 %	100 %	28,6 %	–
Communautés d'agglomération	229	226	64	23,9 %	98,3 %	42,9 %	60
Communautés de communes	988	983	59	11,9 %	99 %	29,1 %	60
Établissements publics territoriaux (Grand Paris)	11	9	·	·	·	·	·
Départements	93	93	63	24,7 %	100 %	44,1 %	60
Régions	14	14	71	50 %	100 %	57,1 %	–
Collectivités à statut particulier	7	7	·	·	·	·	·
Collectivités d'outre-mer	5	5	·	·	·	·	·

Moyenne



DMARC appliqué



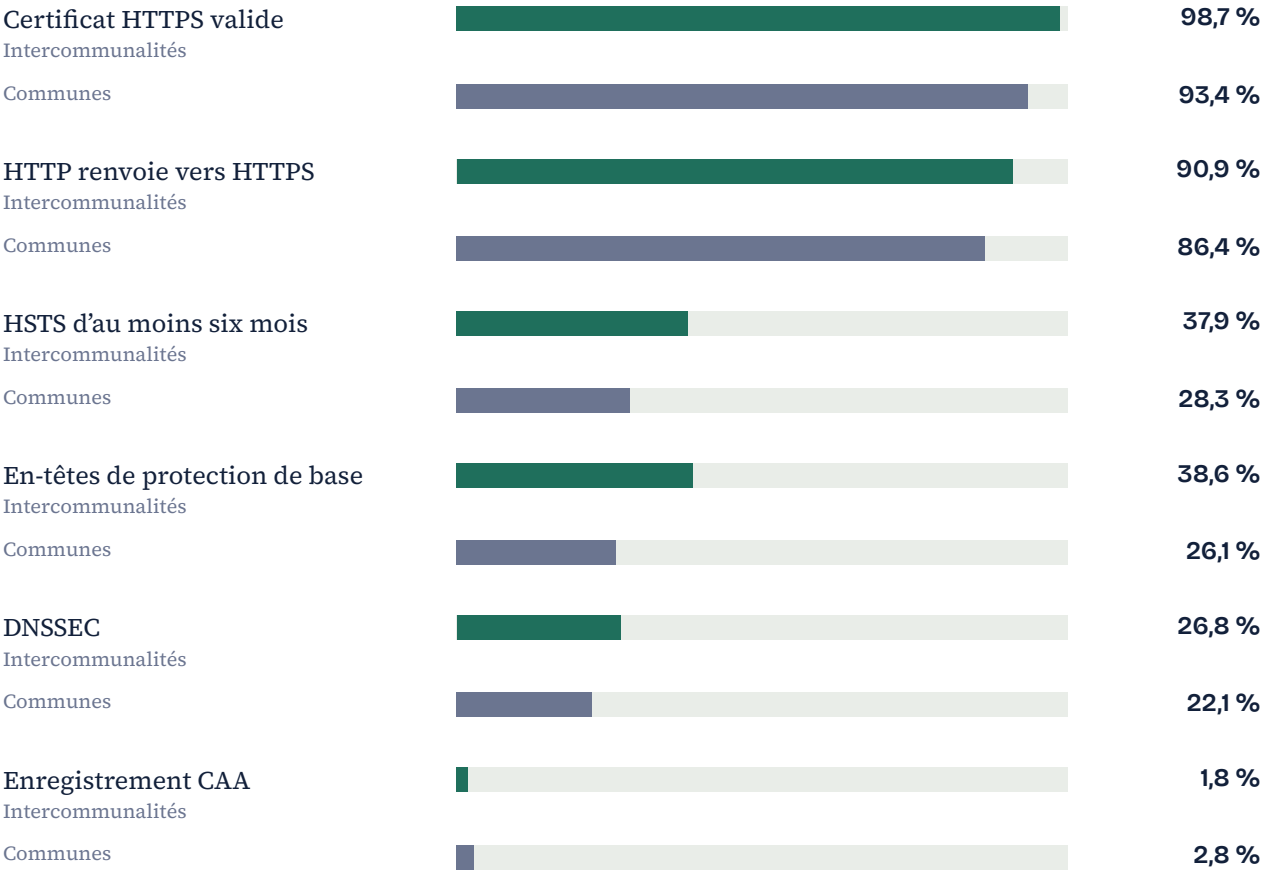
06

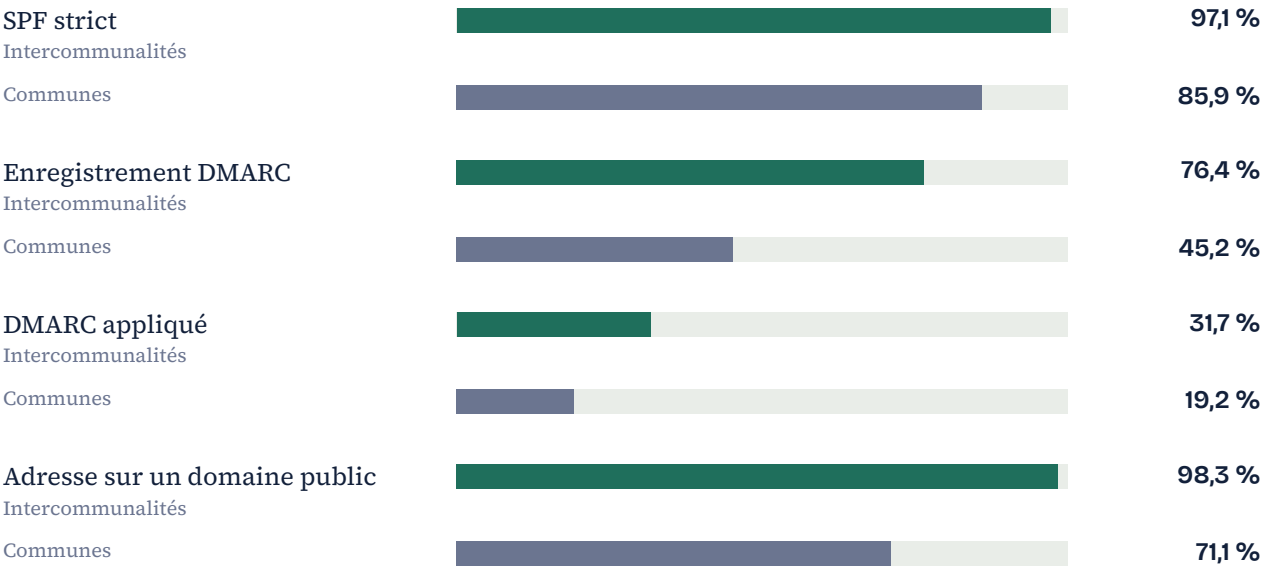
Comparaison avec les communes

Les dix mêmes contrôles que l'étude des communes françaises (édition de novembre 2026) : part des organismes notés qui réussissent chacun.

	Communes	Intercommunalités	Départements	Régions
Note moyenne	47	60	63	71
Certificat HTTPS valide	93,4 %	98,7 %	98,9 %	100 %
HTTP renvoie vers HTTPS	86,4 %	90,9 %	90,8 %	85,7 %
HSTS d'au moins six mois	28,3 %	37,9 %	43,7 %	71,4 %
En-têtes de protection de base	26,1 %	38,6 %	58,6 %	78,6 %
DNSSEC	22,1 %	26,8 %	18,3 %	14,3 %
Enregistrement CAA	2,8 %	1,8 %	7,5 %	35,7 %
SPF strict	85,9 %	97,1 %	98,9 %	92,9 %
Enregistrement DMARC	45,2 %	76,4 %	92,5 %	100 %
DMARC appliqué	19,2 %	31,7 %	44,1 %	57,1 %
Adresse sur un domaine public	71,1 %	98,3 %	100 %	100 %

Intercommunalités / Communes




SPF strict
Intercommunalités
97,1 %
Communes
85,9 %
Enregistrement DMARC
Intercommunalités
76,4 %
Communes
45,2 %
DMARC appliqué
Intercommunalités
31,7 %
Communes
19,2 %
Adresse sur un domaine public
Intercommunalités
98,3 %
Communes
71,1 %

07

Les intercommunalités selon leur population

Les quatre catégories d'intercommunalités ensemble, selon le nombre d'habitants.

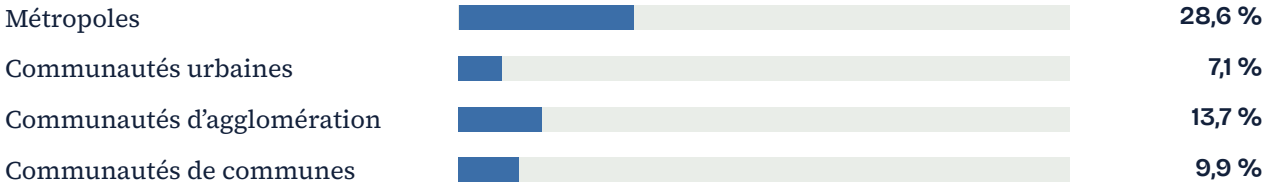
Population	Collectivités	Notées	Moyenne	A ou B	Site propre	DMARC appliqué	Médiane
200 000 habitants et plus	49	49	67	34,7 %	100 %	46,9 %	67
50 000 à 199 999	234	231	64	21,6 %	98,3 %	40,6 %	60
20 000 à 49 999	443	441	61	15,4 %	98,9 %	35,4 %	60
Moins de 20 000	526	523	56	8,4 %	99 %	23,2 %	60

08

Des domaines partagés

Beaucoup d'intercommunalités hébergent le site ou la messagerie de leurs communes membres sur leur propre domaine. 1,2 % des mairies de l'annuaire écrivent depuis le domaine de leur intercommunalité ou y publient leur site, et 10,9 % des intercommunalités qui ont un domaine servent ainsi au moins une mairie membre. Leur protection est partagée elle aussi : une intercommunalité qui applique DMARC protège avec lui les adresses de ses communes.

10 intercommunalités n'ont pas de site à elles : leur site est une page du site d'une commune membre. Elles sont comptées, pas notées.



09

Les collectivités qui font bien

2 collectivités réussissent les dix contrôles.

Collectivité	Catégorie
Caux Seine Agglo	Agglomérations
Conseil départemental – Orne	Départements

Les meilleures de chaque catégorie

Les meilleures notes parmi les collectivités qui ont leur propre site (au moins neuf contrôles applicables, 75 ou plus), dans les catégories d'au moins trente collectivités notées seulement (dans une plus petite, seul le tableau d'honneur est nommé).

Communautés d'agglomération

Collectivité	Note
Caux Seine Agglo	100
Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	90
Communauté Paris-Saclay	90
Douaisis Agglo	90
Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre	90
Lannion-Trégor Communauté	90
Communauté d'agglomération du Grand Chambéry	89
Communauté d'agglomération du Pays Basque	80
Communauté d'agglomération Val Parisis	80
Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane	80

Communautés de communes

Collectivité	Note
Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique	90
Intercom Bernay Terres de Normandie	90
Ploërmel Communauté	90
Communauté de communes du Pays des Abers	90
Communauté de communes du Ternois	90
Communauté de communes du Grand Autunois Morvan	90
Communauté de communes des Grands Lacs	90
Bretagne Porte de Loire Communauté	90
Communauté de communes du Volvestre	90
Communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette	90

Départements

Collectivité	Note
Conseil départemental – Orne	100
Conseil départemental – Charente-Maritime	90
Conseil départemental – Nord	89
Conseil départemental – Manche	89
Conseil départemental – Gironde	80
Conseil départemental – Hauts-de-Seine	80
Conseil départemental – Yvelines	80
Conseil départemental – Haute-Garonne	80
Conseil départemental – Pas-de-Calais	80
Conseil départemental – Finistère	80

10

Les intercommunalités par région

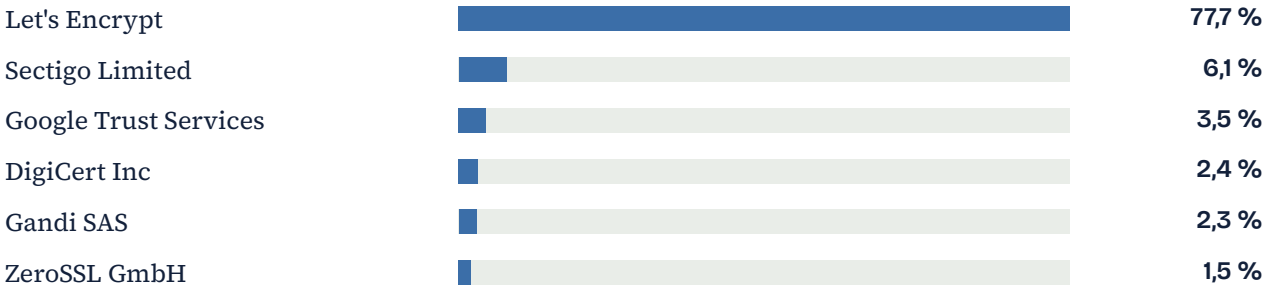
Des moyennes uniquement. Les régions de moins de dix intercommunalités notées (5) ne sont pas détaillées.

Région	Collectivités	Notées	Moyenne	A ou B	Site propre	DMARC appliqué
Guadeloupe	6	6	·	·	·	·
Martinique	3	3	·	·	·	·
Guyane	4	4	·	·	·	·
La Réunion	5	5	·	·	·	·
Mayotte	5	4	·	·	·	·
Île-de-France	52	52	65	28,8 %	100 %	44,2 %
Centre-Val de Loire	81	80	57	6,3 %	98,8 %	21,3 %
Bourgogne-Franche-Comté	114	114	56	6,1 %	100 %	23,7 %
Normandie	69	67	64	22,4 %	95,7 %	35,8 %
Hauts-de-France	90	90	60	18,9 %	98,9 %	27 %
Grand Est	148	148	56	6,8 %	98,6 %	28,4 %
Pays de la Loire	69	69	64	20,3 %	98,6 %	26,1 %
Bretagne	59	58	69	34,5 %	98,3 %	47,4 %
Nouvelle-Aquitaine	156	156	58	9 %	100 %	30,8 %
Occitanie	159	157	60	15,9 %	98,7 %	39,7 %
Auvergne-Rhône-Alpes	167	166	61	14,5 %	99,4 %	32,5 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	46	46	60	17,4 %	100 %	41,3 %
Corse	19	19	48	0 %	100 %	15,8 %

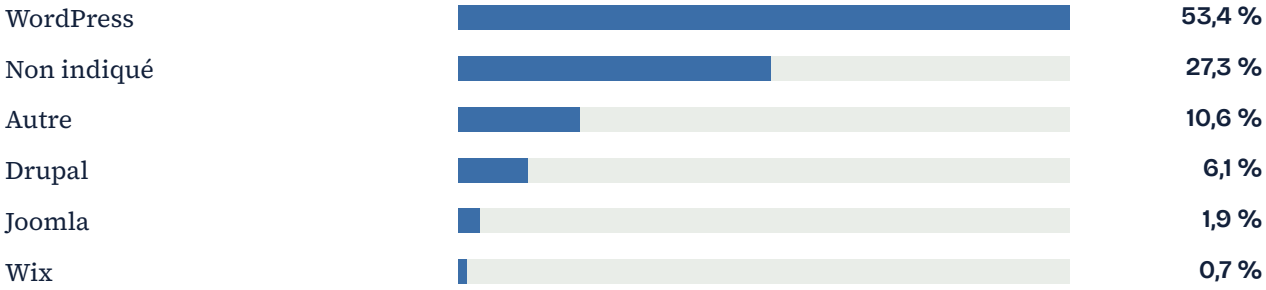
11

Derrière les chiffres

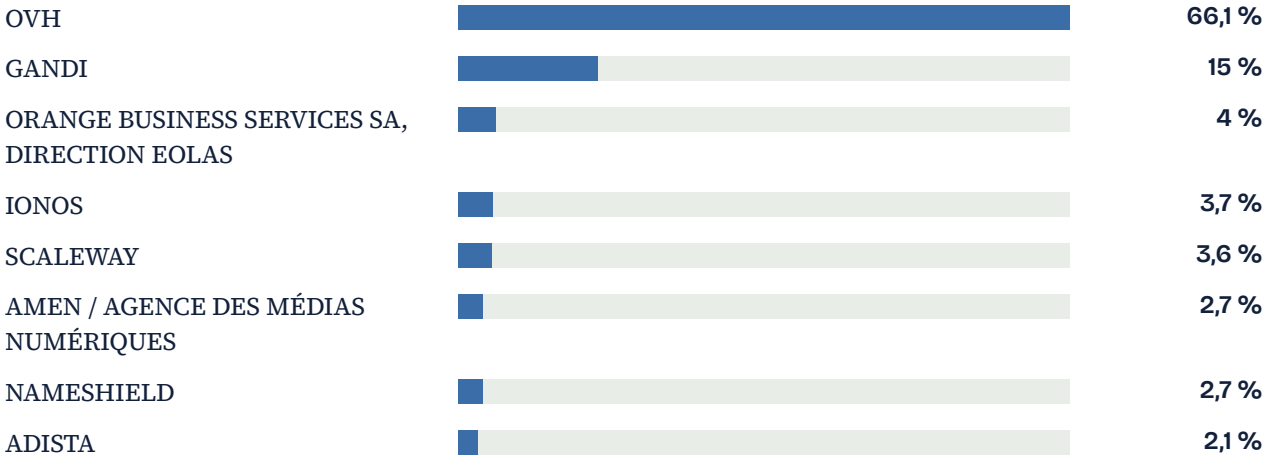
Qui émet les certificats de leurs sites propres



Sur quoi tournent leurs sites propres



Bureaux d'enregistrement de leurs domaines



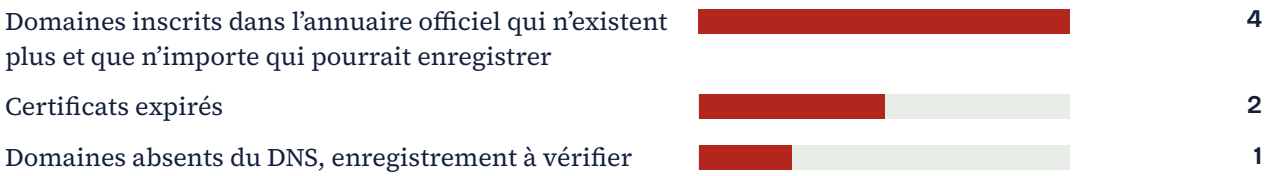
Messageries grand public dans l'annuaire



12

Problèmes graves

7 collectivités ont un problème grave qui pourrait être utilisé contre elles tout de suite. Elles ne sont nommées ni dans ce rapport ni ailleurs : les collectivités concernées sont prévenues d'abord, discrètement.



13

Recommandations

1 Appliquer DMARC

La plupart des collectivités publient une politique DMARC et s'arrêtent là. Lire les rapports quelques semaines, puis passer à quarantine et reject : c'est ce qui arrête les messages falsifiés à votre nom, et à celui de vos communes quand elles écrivent depuis votre domaine.

2 Rediriger vers HTTPS et activer HSTS

Chaque visite doit arriver sur le site chiffré ; HSTS le fait retenir aux navigateurs. La plupart des hébergeurs proposent les deux en un réglage.

3 Signer ses domaines avec DNSSEC et ajouter un enregistrement CAA

La plupart des bureaux d'enregistrement français proposent DNSSEC en un clic. Un enregistrement CAA désigne les autorités autorisées à émettre vos certificats.

4 Prendre soin des domaines partagés

Quand vos communes utilisent votre domaine, sa protection est la leur. Gardez leurs adresses et leurs sites sous la même politique, et prévenez-les quand elle change.

5 Tenir l'annuaire officiel à jour

L'adresse et le site inscrits sur Service-Public.fr sont ceux qu'utilisent les habitants et les autres administrations. Un domaine qui y figure et qu'on laisse expirer peut être enregistré par n'importe qui.

6 Surveiller dans la durée

Les certificats expirent, les prestataires changent, des enregistrements se perdent lors d'une migration. Un contrôle régulier le voit avant les habitants.

14

Méthodologie

Des contrôles passifs uniquement

Nous lisons ce que n'importe quel visiteur ou serveur de messagerie peut voir : les enregistrements DNS publics, l'enregistrement du domaine (RDAP), le certificat TLS, une requête sur la page d'accueil en HTTP (sa redirection est lue, pas suivie), et la page d'accueil en HTTPS (en suivant ses redirections, comme un navigateur). Rien d'autre n'est demandé au site. Quand un domaine publie une politique MTA-STS, son fichier de politique est lu aussi, comme le font les serveurs de messagerie.

Pas de balayage de ports, pas de recherche de sous-domaines, pas de tentative de connexion, pas de formulaire, pas de test de vulnérabilité. Le robot est lent exprès et répartit ses requêtes sur plusieurs heures.

Le robot

Il se présente comme PerimetryResearch/1.0 (+https://perimetry.cloud/research/methodology/). Si vous gérez un site qu'il a visité et préférez qu'il ne le fasse plus, écrivez à hello@perimetry.cloud : nous retirerons le domaine des prochaines éditions.

L'étude des intercommunalités, départements et régions

Population étudiée : toutes les intercommunalités à fiscalité propre de la liste officielle de l'API géographique de l'État (geo.api.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0), rapprochées par leur numéro SIREN de leur fiche dans l'annuaire officiel de l'administration (Service-Public.fr, DILA, Licence Ouverte 2.0), le même fichier que pour l'étude des communes ; tous les conseils départementaux et régionaux de cet annuaire ; les collectivités à statut particulier qu'il recense (Collectivité de Corse, Martinique, Guyane, Mayotte, Ville de Paris, Collectivité européenne d'Alsace, Métropole de Lyon) et les collectivités d'outre-mer qu'il recense (Wallis-et-Futuna n'en fait pas partie). Les fiches d'autres organismes (des syndicats, par exemple) sont écartées et comptées.

Deux apports de la BANATIC, la base nationale des intercommunalités (DGCL, data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) : les onze établissements publics territoriaux du Grand Paris, une catégorie à part (leur site est celui de l'annuaire quand il les recense, sinon leur site officiel dans Wikidata, CC0) ; et les intercommunalités créées au 1er janvier par une fusion, que l'API géographique ne recense pas encore : elles sont étudiées telles que l'annuaire les recense, avec le nom, la catégorie, la population et le nombre de communes de la BANATIC, et signalées comme fusions récentes ; les anciennes intercommunalités qu'elles remplacent sont écartées.

Catégories : métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et communautés de communes (d'après leur nom officiel), établissements publics territoriaux, départements, régions, collectivités à statut particulier et collectivités d'outre-mer. La population et le nombre de communes viennent de l'API géographique (le Rhône sans la Métropole de Lyon), ou de la BANATIC pour les organismes qu'elle seule recense.

Le site web et l'adresse e-mail sont ceux de l'annuaire. Les règles sont celles de l'étude des communes : un

domaine utilisé par deux collectivités de l'étude est partagé et n'est pas noté ; un site sur une plateforme est noté comme celui de la plateforme ; une page d'un site de l'État ne compte pas. Une intercommunalité dont le site est une page du site d'une commune membre, ou dont l'adresse est sur un domaine depuis lequel écrit une commune extérieure, n'est pas notée sur le domaine de cette commune ; celle dont le site est à la racine d'un domaine qu'elle partage avec une commune (la ville et sa métropole, par exemple) est notée sur ce domaine, qui sert aux deux.

Les dix mêmes contrôles, la même note et les mêmes lettres que l'étude des communes : les deux études se comparent. Quand la page d'accueil n'a pas pu être lue en HTTPS (délai dépassé, connexion coupée, souvent un site qui refuse les robots), HSTS et les en-têtes de protection sont inconnus et écartés de la note ; une boucle de redirection les fait toujours échouer, car les visiteurs n'atteignent pas le site non plus. Une collectivité dont la page d'accueil n'a pas pu être lue n'est jamais nommée.

Petits groupes : une catégorie, une tranche de population ou une région n'est pas détaillée en dessous de dix collectivités notées, et les groupes non détaillés doivent compter ensemble au moins dix collectivités notées (sinon les plus petits groupes détaillés sont masqués aussi, ou, pour les catégories, les catégories masquées sont retirées des totaux), pour qu'aucun chiffre ne se déduise par soustraction. En dessous de trente collectivités notées, une catégorie ne nomme que son tableau d'honneur, jamais ses meilleures, et ne publie ni histogramme des notes ni quartiles : avec quatorze régions, en nommer sept et montrer la répartition des notes dirait que les autres sont en dessous.

Pour chaque catégorie et chaque tranche d'au moins trente collectivités notées, l'édition publie aussi la répartition des notes (combien de collectivités ont une note dans chaque tranche de cinq points, une tranche de moins de trois étant fusionnée avec sa voisine, et les quartiles) : de quoi situer une collectivité parmi ses pairs, sans en nommer aucune.

Mutualisation : la part des mairies (lues dans le même annuaire) dont le site ou l'adresse e-mail est sur le propre domaine de leur intercommunalité.

Uniquement les bons élèves

Nous nommons les communes qui font bien (le tableau d'honneur et les meilleures de chaque tranche de population), jamais celles qui font mal, et jamais une commune qui a un problème grave, quelle que soit sa note. Tout le reste est publié en moyennes : par taille de commune et par département, où un département de moins de dix communes notées n'est pas détaillé, pour qu'aucune d'elles ne puisse être reconnue.

Les plateformes de sites sont notées sur un échantillon de cinq sites de communes au plus : un contrôle compte comme réussi quand la majorité de l'échantillon le réussit.

Les problèmes graves sont signalés en privé

Certains constats pourraient servir tout de suite contre une commune : un domaine inscrit dans l'annuaire officiel qui n'existe plus (n'importe qui pourrait l'enregistrer), un domaine que le registre est en train de supprimer, un certificat expiré, un enregistrement SPF qui permet à n'importe qui d'envoyer du courrier en son nom. Ils ne sont jamais publiés. Nous prévenons d'abord la commune, discrètement, et nous les comptons dans l'étude sans nommer personne.

Limites

Chaque édition est une photographie prise en quelques heures. L'annuaire peut être en retard ou erroné ; nous l'utilisons tel qu'il est publié. Les clés DKIM ne sont cherchées que sur les sélecteurs courants : elles ne sont donc pas notées. Un site derrière un service de protection peut répondre à un robot autrement qu'à un visiteur. Les serveurs de messagerie ne sont pas testés (STARTTLS demande le port 25, que l'infrastructure de l'étude ne peut pas joindre).

Réutilisation

Les chiffres de chaque édition se téléchargent en JSON depuis la page de l'étude. Vous pouvez les réutiliser avec un lien vers l'étude. L'annuaire d'origine reste sous Licence Ouverte 2.0 (source : Service-Public.fr, DILA).

15

À propos de Perimetry

Perimetry est un outil libre qui audite l'extérieur d'un domaine comme n'importe qui sur Internet le voit : authentification des e-mails, DNS, certificats, serveurs de messagerie, sites. Perimetry Cloud en est la version hébergée, avec surveillance continue, alertes et rapports, pour les organisations et les agences qui s'en occupent.

Citer : Perimetry Research, Baromètre de la sécurité des collectivités françaises, novembre 2026. https://perimetry.cloud/fr/research/french-local-authorities/

Vous pouvez réutiliser les chiffres de ce rapport avec un lien vers l'étude. L'annuaire et l'API géographique restent sous Licence Ouverte 2.0 (sources : Service-Public.fr, DILA ; geo.api.gouv.fr).

Prochaine édition : février 2027, puis chaque trimestre.

Contact : hello@perimetry.cloud

`https://perimetry.cloud/fr/research/french-local-authorities/`